

la démocratie en Afrique, d'offrir des conseils aux gouvernements et aux organismes non gouvernementaux africains et de promouvoir les droits humains en Afrique. Le Procureur général de la Gambie nous a écrit pour nous dire sa satisfaction d'apprendre que le Canada se propose de créer une institution et sa conviction que les institutions prévues par son pays et le nôtre sauront vraiment contribuer au renforcement des droits humains et des pratiques démocratiques en Afrique. Il souhaite pouvoir obtenir de l'aide pour l'institution que créera la Gambie.

F. Le Groupe de la Banque mondiale: l'Association internationale de développement (IDA)

43. L'IDA concentre son attention sur le développement économique et sur les questions de la pauvreté et des nécessités de la vie. Elle offre de l'aide dans le secteur social, ce qui inclut des projets de développement politique et d'amélioration des structures. De plus en plus on se rend compte à l'IDA que pour bien ancrer un système social équitable il n'y a pas de moyen plus puissant que l'action dans le secteur social et que beaucoup de programmes dans ce secteur activent le développement économique. De plus en plus, pour assurer un plus grand succès à ses projets, l'IDA cherche à intégrer au niveau de ses opérations les objectifs économiques, sociaux, culturels, civils et politiques et une plus grande préoccupation de faire participer la population au développement. Avec l'accord des gouvernements concernés la Banque a réalisé des projets ou des éléments de projets en utilisant les réseaux d'organisations non gouvernementales qui existent déjà et qui se développent de plus en plus au niveau de la population. Ceux-ci sont particulièrement bien établis en Amérique latine et en Inde. Des quelque 4 milliards de \$EU que les ONG contribuent au développement dans le monde 1,3 milliards proviennent des gouvernements. L'IDA affecte actuellement un dixième de ses dons, soit 2 milliards de \$EU, à l'action au niveau de la communauté.

44. Les représentants de la Banque que nous avons rencontrés sont d'avis qu'une institution comme celle que pourrait créer le Canada est nécessaire si l'on veut attirer l'attention sur certaines questions critiques et fondamentales relatives à la nature fragile de la démocratie et des droits humains lorsque règnent des conditions de surtension économique et de rajustement des finances et de l'économie. Ils ont attiré notre attention sur ce qui est une sorte de révolution dans les pays en voie de développement: un changement de cap en direction de systèmes économiques plus ouverts. C'est, croient-ils, un phénomène dont on n'a pas suffisamment reconnu la valeur pour l'évolution des systèmes démocratiques.